

# Pour en finir avec le sarko-pessimisme

Un entretien avec l'économiste Michel Godet

Professeur au CNAM et membre du Conseil d'analyse économique, Michel Godet vient de publier en nouvelle édition « Le courage du bon sens, pour construire l'avenir autrement » (Odile Jacob).

Le président Sarkozy a été élu il y a un an pour réformer le pays et mettre un coup d'arrêt à son déclin relatif : notre niveau de vie est inférieur de 10 % à celui des Anglais alors qu'il était de 10 % supérieur en 1980 ! Après plusieurs décennies d'immobilisme, d'accumulation de dettes et dix ans de ruineuses RTT, il était temps de siffler la fin de la récréation et de remettre le pays sur les rails du travail car, plus les fourmis s'activent, mieux les cigales vivent.

**Un an après, le bilan des réformes est pour le moins surprenant :** les Français sont plutôt déçus et moroses, et la crise internationale ne leur donne guère le moral, car elle affecte leur porte-monnaie. Pourtant, ils comptent toujours majoritairement sur Nicolas Sarkozy pour sortir la France des sables de l'immobilisme. Les opposants n'ont plus la force de résister au changement. Il est vrai que la gauche est divisée entre les tenants d'un libéralisme social confiant dans l'économie de marché régulée et les orphelins des utopies étatiques et révolutionnaires. Ajoutons que l'enchaînement des vacances de Pâques d'une région à l'autre, des ponts du mois de mai et des récupérations de RTT ont réduit les fenêtres de mobilisation nationale de ce printemps. Pendant l'été, les cigales vont chanter et à la rentrée le Parlement aura légiféré sur plusieurs lois essentielles concernant la modernisation de l'éco-

nomie, la représentativité syndicale, le temps de travail et sans doute les institutions. On n'avait pas entrepris autant de réformes à la fois depuis le général de Gaulle.

**Les médias comme l'opposition** et les partenaires sociaux ont peine à suivre un président qui est sur tous les fronts à la fois et en ouvre sans cesse de nouveaux (régimes spéciaux, statut des fonctionnaires, loi de modernisation de l'économie, réforme judiciaire,



THERRY BOULLEY

« ON N'AVAIT PAS ENTREPRIS AUTANT DE RÉFORMES À LA FOIS DEPUIS LE GÉNÉRAL DE GAULLE. »

livre blanc sur la défense, réforme de la représentativité syndicale...), surtout quand la volonté de réforme rencontre un obstacle. Saluons la tactique gagnante qui rappelle celle du stratège chinois Sun Tzu dans « L'art de la guerre », cinq siècles avant notre ère. Les partenaires sociaux ont dû embaucher et n'ont jamais autant travaillé !

**Malgré les résistances**, les hésitations, le prix à payer, voire les reculs face aux taxis, aux pharmaciens, les succès sont au rendez-vous : alignement des régimes spéciaux sur la fonc-

tion publique, service minimum dans les transports, autonomie des universités, réforme des syndicats, relance du dialogue social. Nombre de ces réformes sont en demi-teinte, et on aurait aussi pu faire plus vite et mieux pour réduire la dépense publique et instaurer un service maximum plutôt que minimum dans les écoles, où 20 % d'enfants sont en échec scolaire. Les urnes et l'état de grâce auraient légitimé l'enterrement des 35 heures. Le gouvernement aurait ainsi évité les récentes larmes de crocodile des syndicats pour y toucher le moins possible. Il a tenu bon et l'échec de la manifestation du 17 juin a montré que sur cette question, comme sur celle des retraites, l'intérêt général devait primer sur un dialogue social trop récent pour ne pas être immature.

**Faute de réformes**, la France a moins bien profité de la croissance récente que ses partenaires, l'Allemagne notamment, qui avec ses excédents extérieurs colossaux compense nos déficits et nous garantit un euro fort. Si nous étions restés avec le franc, le pétrole serait encore plus cher à la pompe et nous aurions à

subir l'humiliation des dévaluations et les déchirements des réformes d'urgence. Cette facilité de l'euro n'est pas sans revers. Gardons le vent des réformes en poupe, nous serons mieux à même de profiter du retour de la croissance mondiale et en capacité de distribuer à nouveau du pouvoir d'achat autrement qu'en laissant filer la dette, c'est-à-dire en prenant dans la poche de nos enfants. Alors le président, populaire ou non, pourra être fier d'avoir tenu ses promesses de modernisation et redressé la France ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVIE PIERRE-BROSSOLETTE